

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur le rôle des ambassadeurs dans l'application de la politique étrangère de la France vis-à-vis des pays d'Afrique, Paris, Palais de l'Élysée, mardi 24 janvier 1989.

Messieurs,

- Je suis heureux de vous recevoir ce soir. J'ai eu l'occasion de vous rencontrer chacun d'entre vous ou presque soit là où vous exercez votre charge, soit dans des circonstances qui occupent notre politique étrangère. Vous êtes réunis, vous avez travaillé - sans doute continuerez-vous - autour du ministre des affaires étrangères. Je suis tout à fait satisfait de voir ce type de rencontres désormais installé dans nos moeurs. Il est très important, vous le savez bien, que le gouvernement, que des ambassadeurs - que mes ambassadeurs mais cela est du purisme constitutionnel - que l'exécutif, le Président de la République et les ambassadeurs puissent constamment se concerter pour savoir comment il convient de conduire la politique de la France.

- Pour ce qui touche à l'Afrique, que de problèmes différents selon le lieu et les situations. Et cependant on retrouve quelques grandes lignes communes, malheureusement communes car ces points de rencontre ne sont pas les plus heureux. Les liens particuliers qui existent entre la France et les Etats d'Afrique, on a pu le constater d'année en année lors des Sommets dont le dernier s'est déroulé à Casablanca, ces liens particuliers font que la France avant tout autre se trouve amenée à saisir des problèmes d'une complexité, d'une ampleur dont on sait bien que la réponse n'appartient qu'à l'ensemble du monde industriel développé. Et c'est précisément parce que certaines nations développées ne prennent pas leur part à l'effort à consentir que la France se trouve plus exposée et finalement jugée plus responsable - ce qui est à son honneur - que tout autre dans le développement de situations difficiles. Je l'ai constamment dit aux chefs d'Etat et de gouvernement que je rencontre, la France qui se trouve aujourd'hui être le premier pays des grands pays industriels à prendre part aux aides de toutes sortes à l'égard des pays en voie de développement avec environ 0,5 % de son produit national brut, tandis que les Etats-Unis d'Amérique et le Japon en restent à 0,2 %, 0,3 %, avec l'immense difficulté que nous rencontrons pour les convaincre qu'il convient de donner aux institutions internationales, banques mondiales, fonds monétaire international, ou bien l'AID, tous les moyens qui seraient nécessaires. Il faut bien insister sur ce point que c'est vers la France qu'on se retourne. La France plaide, alerte le monde, invoque les nécessités, se réclame du bon sens et de notre intérêt à nous, pays développé autant que celui des pays qui ne le sont pas et souvent nous sommes obligés de prendre une allure de pèlerin, sur toutes les tribunes internationales pour répéter le même discours car les choses avancent peu.

Ayant eu l'occasion de m'adresser aux Nations unies en 1983, puis une deuxième fois en 1988, je me suis rendu compte qu'à peu de choses près, c'étaient les mêmes problèmes qui se posaient à peu près dans les mêmes termes, sauf sur le plan du désarmement pour les raisons que vous savez. J'ai posé à Toronto un règlement partiel pour le problème de la dette sans avoir l'illusion que cela suffirait et je dois dire que la parole de la France a été quand même écoutée avec le relais du Club de Paris et qu'il a été possible parmi les trois solutions que j'avais proposées de réduire ici et là, la France ayant choisi l'annulation du tiers. A cet égard, c'était peut-être la

première avancée significative à l'instigation de la France, ce qui me paraît relever de son rôle parmi les nations. Et puis aux Nations unies, j'ai traité du problème des pays dits intermédiaires et non plus des pays les plus pauvres afin de proposer des solutions à partir de l'allocation nouvelle de droits de tirages spéciaux, la France et les pays riches n'utilisant pas leur part et les plaçant dans un fonds qui constituerait une amorce, un financement pour garantir les créanciers sans que ce soit aux débiteurs dans l'impossibilité d'y souscrire, à le faire eux-mêmes. Et puis j'attends que par une meilleure compréhension de nos intérêts communs, cela viendra, c'est une affaire de volonté et de ténacité, ce monde industriel avancé prend conscience que c'est à lui qu'il appartient désormais de donner l'élan pour une relance des économies plutôt que de laisser tout simplement la loi implacable s'exercer de ces matières premières soumises aux fluctuations d'une monnaie et qui condamne les pays africains à voir s'effondrer régulièrement tout plan de redressement et donc de ne plus pouvoir rien prévoir, même pas pour l'équilibre, mais pour le sauvetage de l'économie.

- De cela, messieurs, je sais que vous êtes les artisans. Vous en êtes en même temps les interprètes. Vous expliquez et il faut expliquer constamment, de même qu'il convient d'expliquer constamment la signification des accords de Lomé, dans ses différentes étapes et dans ses futures étapes, de même qu'il convient d'expliquer les multiples mécanismes qui permettent aux organismes et institutions que nous avons créés d'assumer leurs fonctions, d'étudier chaque dossier, de servir aussi d'intermédiaires avec le Fonds monétaire international. Cela est le rôle des ministres compétents, de voir de quelle manière la Communauté européenne peut dans certains cas assurer le relais. Bref, vous êtes dans la situation de pionniers qui se trouvent avant le grand déclenchement des décisions dont dépendra le sort du monde. Il se peut que vous souhaitiez aussi d'être là, ici ou là, sur le terrain encore les jours où vous n'aurez plus qu'à aménager une ère nouvelle que je voudrais voir désormais inaugurer.\

Je crois que l'on peut dire que la France garde une situation éminente en Afrique. Elle ne représente pas pour les différents Etats le risque que les empires, que les deux plus grands pays du monde représentent aujourd'hui. La France représente une voie qui n'implique à aucun moment je ne sais quelle forme subtile de colonialisme. La France est respectée et vous y contribuez considérablement.

- C'est sur vous vraiment que je compte pour que nous préservions cette image de la France en même temps que nous fassions ce qu'il convient pour que cette image s'identifie aussi à des démarches concrètes, pratiques, rapides, déterminantes. Il y a beaucoup de monde pour chercher à nous disputer la place qui est la nôtre à tout moment. Même les rivalités les plus anciennes que l'on pourrait croire de la fin de l'autre siècle, souvent persistent. On s'en étonne le plus souvent mais on s'aperçoit finalement que les lignes de force en cette fin du vingtième siècle restent dérivées des lignes de force du siècle précédent, à cela près que les rapports de puissance ont changé.

- Je ne veux pas prolonger cet exposé, je voulais simplement vous dire que la France à travers les années difficiles de la décolonisation a su finalement continuer de se faire respecter sans oublier de se faire aimer en dépit des conflits souvent sanglants qui nous ont opposés à l'époque coloniale, époque qui ne fut pas dénuée de tout bienfait surtout dans le domaine de la formation et de l'éducation des hommes qui, issus de ces pays où vous vous trouvez et qui donnent à la France aujourd'hui une sorte de priorité, par comparaison avec quelques autres pays que je ne citerai pas pour éviter tout incident diplomatique, mais qui ne se sont pas occupés de ces choses, qui ont préféré prendre les ressources matérielles en négligeant la principale, la ressource humaine. Soyez donc de plus en plus dans votre rôle qui n'est pas un rôle d'autorité, c'est un rôle d'information, d'explication et de représentation d'un pays dont l'histoire s'identifie le plus souvent à celle du pays où vous êtes les interprètes permanents de la France.\

Pendant les premières années de mon mandat je suis allé dans presque tous les pays d'Afrique, presque, pas tout à fait tous. Je n'envisage pas de recommencer ces longs périple d'une façon systématique mais tout de même je compléterai donc j'irai au travers de cette année, l'année suivante, là où je ne suis pas allé, cela veut dire Madagascar, cela veut dire le Tchad, quelques

endroits bien rares qui restent au dehors de mon emploi du temps et c'est une des satisfactions que nous pouvons avoir. Pourquoi aller au Tchad, parce que ce pays est redevenu souverain grâce sans aucun doute d'abord aux habitants, aux Tchadiens mais vous savez bien aussi grâce à la présence et au soutien de la France sur tous les plans. C'est-à-dire que nous avons contribué soit directement, soit indirectement à certains règlements des conflits. Nous sommes restés très présents dans le débat qui s'est ouvert sur l'Afrique australe, la Namibie et les problèmes internes de l'Angola ne sont pas terminés mais vous savez bien qu'il y a des ouvertures qui s'offrent.

- Nous sommes restés pour le Sahara occidental dans la situation de droit qui nous paraissait la seule raisonnable, rappel du principe : les peuples ont les droits de s'autodéterminer eux-mêmes. Par quel moyen ? Par le suffrage populaire. Sous quel contrôle, car il faut des contrôles ? Le contrôle des institutions selon le goût des partenaires adversaires, organisation de l'unité africaine ou Nations unies. Le Tchad nous en avons parlé, il reste certains règlements qui devraient être plus juridiques que militaires pour la bande d'Aouzou, il faut continuer de rester vigilant, la France ne va pas s'absenter considérant sa tâche terminée mais enfin nous avons commencé d'entrer dans une époque nouvelle. Ne pas faire non plus le récit exhaustif de l'ensemble des problèmes de l'Afrique c'est à quoi vous avez passé vos journées j'imagine, il faut surveiller naturellement ce qui se passe dans ce que l'on appelle la corne de l'Afrique. Il faut en tout état de cause que vous soyez en ligne directe et constante avec le ou les ministères qui ont en charge vos problèmes : M. le ministre des affaires étrangères notamment, M. le ministre de la coopération assurément mais aussi M. le ministre de l'économie et des finances mais aussi M. le ministre de la défense ... les distances sont abolies, les communications sont aisées. Vous êtes donc, en employant l'expression dans son sens le plus limité, comme un corps de bataille, la bataille pour le progrès, le développement et la paix et pour une certaine forme de présence française, telle que cette présence s'impose après les épreuves que nous avons connues. Merci d'y contribuer, croyez-y - vous y croyez j'espère - sentez que votre mission a une dimension différente de celles que vous avez rencontrées que vous rencontrerez de nouveau dans la suite de votre carrière lorsque vous serez appelés à servir dans d'autres régions du monde.\

Sachez que vous êtes à l'endroit le plus sensible où la misère frappe les hommes, où la rigueur de la nature accumule les détresses, où à tout moment on est obligé de faire appel à des plans spéciaux, particuliers à l'intérieur des plans d'aide eux-mêmes insuffisants. Vous le savez, vous les vivez. Je vous souhaite bonne chance dans votre travail. C'est un sujet que je suis personnellement avec beaucoup de constance peut-être parce que dès 1947 je parcourais les routes, si je puis appeler cela les routes, à cette époque, de l'Afrique, et parce que dès 1950 j'en avais la responsabilité. Tout cela c'est antédiluvien. Comme je le dis parfois ne croyez que je sois centenaire mais enfin j'ai vécu cela et ça continue de m'intéresser et je voudrais poursuivre la tâche entreprise afin de faciliter les unions, voyez ce que l'on a fait pour les zones monétaires, faciliter les relations diplomatiques ou militaires, apaiser les tensions, apporter une contribution au développement industriel, parer à la pauvreté des moyens agricoles, arrêter la déforestation, donc le désert. La liste est longue, je l'arrête. Nous ne serons jamais au bout de nos peines, encore faut-il savoir que c'est en avançant de quelques mètres sur une longue route, c'est en avançant de quelques mètres seulement que nous assurons la suite pour les générations qui viendront et que nous aurons rempli notre devoir.\